



©OCHA/S. Maria Krauss

### FAITS SAILLANTS

- La province de l'Ituri replonge dans une nouvelle crise humanitaire après plus de deux décennies d'accalmie
- Faible couverture de la réponse dans la région du Kasai malgré la stabilité de la situation humanitaire
- Besoins toujours énormes dans le territoire de Pweto où 80% d'enfants déplacés ne fréquentent pas l'école
- La réintégration communautaire des survivantes des violences sexuelles : fruit de plusieurs implications.

### CHIFFRES CLÉS

Personnes déplacées internes en RDC au 31 décembre 2017	4,49M
Cas de de choléra au 31 décembre 2017	54002 Cas dont 1172 décès
Enfants déplacés suite aux violences au Tanganyika et Sud Kivu	800K
Réfugiés de la RDC en Afrique au 31 janvier 2018	683K
Personnes déplacées internes dans le Nord-Kivu au 31 décembre 2017	1,15M

### FINANCEMENTS

**1,68 milliard**

Fonds requis (en US\$)

**4,7%** financé

Djugu, épice de crise de trop pour la province de l'Ituri	P1
Crise du Kasai : Dans l'attente de la conférence des donateurs	P2
Du rejet à la réintégration : Parcours des femmes survivantes du viol au Sud-Kivu	P4
Pweto : Un an plus tard, la crise toujours perceptible	P5
Ni banc ni tableau : Quand l'école et l'insécurité ne font pas bon ménage dans le Nord-Kivu	P7

## Djugu, épice de crise de trop pour la province de l'Ituri

Le Territoire de Djugu, un des cinq territoires qui forment la province de l'Ituri, est plongé depuis la mi-décembre 2017 dans un cycle des violences qui a causé la mort de plus d'une centaine de civils dont la majorité durant des incendies de villages, la destruction de dizaines d'écoles et des structures de santé, la perte des moyens économiques tels le bétail et les cultures agricoles. Plusieurs milliers de personnes ont été contraintes à désertir leurs villages pour trouver refuge dans les zones voisines encore sécurisées de Djugu, dans les territoires voisins de Mahagi, Aru, Irumu ainsi que dans l'agglomération de ville de Bunia. Des milliers d'autres ont simplement choisi de traverser la frontière vers l'Ouganda. UNICEF estime que près de 350 enfants sont soit non-accompagnés soit sont séparés de leurs parents. L'intensité de violences est telle que l'afflux de personnes déplacées internes est quasi quotidien, entraînant d'immenses besoins humanitaires dans la nouvelle province de l'Ituri alors que des ressources financières du côté des organisations humanitaires s'amenuisent.

### Dispositif humanitaire dans un contexte sécuritaire tendu



Point d'eau du site des déplacés de Djugu installé dans la concession de l'Hôpital Général de Référence de Bunia. ©OCHA/S. Mabaluka

En dépit de plusieurs contraintes auxquelles font face les organisations humanitaires, des évaluations sont organisées dans les zones encore accessibles, notamment dans le Territoire de Mahagi et dans la ville de Bunia et ses environs. A Bunia – dans les deux sites de personnes déplacées comptant environ 6 000 personnes<sup>1</sup> - les acteurs humanitaires fournissent de l'eau, des repas chauds et des abris, administrent des soins de santé, ainsi que des services en hygiène

et assainissement. Mais il reste encore beaucoup de besoins non couverts dans presque tous les secteurs. Les acteurs se déploient progressivement en dehors de la ville de Bunia, dans les autres zones encore accessibles et fournissent une assistance pouvant soulager tant soit peu les personnes dans le besoin. L'insécurité persistante

<sup>1</sup> Selon l'enregistrement des ONG Lutte Anti-Sida, Solidarités International et Caritas

constitue une contrainte majeure pour conduire des évaluations afin de déterminer les besoins les plus cruciaux.

En février dernier, les humanitaires ont élaboré un plan de réponse ciblant près de 50 000 personnes dans le besoin dans la ville de Bunia et ses environs. Chiffré à plus de 9 Millions de dollars, ce plan de réponse s'étalera sur trois mois. Tout récemment, les humanitaires ont également réfléchi sur un autre plan de réponse pour les personnes déplacées se trouvant dans les autres régions accessibles en dehors de Bunia, notamment à Mahagi et dans la partie Nord de Djugu.

Si la crise de Djugu perdure, toute la province de l'Ituri pourrait connaître une pénurie en produits alimentaire. Djugu est l'un des principaux greniers de la province de l'Ituri. Les experts du secteur de sécurité alimentaire estiment que dans les conditions actuelles, une bonne partie de la population de Djugu a perdu la récolte de la saison agricole « B » en 2017 et court le risque de rater toute la saison agricole « A » de 2018. Les perspectives alimentaires à court et moyen termes sont pessimistes aussi bien pour les déplacés que pour les communautés d'accueil. A cause de l'insécurité, les prix de principales denrées alimentaires (haricot, maïs, manioc, légumes) sont à la hausse dans la ville de Bunia et dans toutes les zones de déplacement. Il est probable que la tendance à la hausse des prix se poursuive les mois à venir.

La crise de Djugu survient au moment où la province de l'Ituri accusait déjà une faible couverture humanitaire. La plupart d'acteurs qui s'y étaient déployés pour les incidents de 2003 se sont retirés. Les projets et acteurs en cours ont essentiellement été consacrés à la stabilisation et au développement. Depuis l'explosion de la crise, les humanitaires se réactivent et reconcentrent le peu de moyens et efforts disponibles pour répondre, autant qu'ils le pourront, aux besoins identifiés.

Cette situation survient en plus à une période où la RDC a connu le financement le plus faible de la décennie en 2017. Une autre spécificité du contexte humanitaire est cet appel des fonds 2018 jamais demandé lancé en 2018 ; environ US1,7 milliards de dollars, le double des chiffres projetés en 2017. Puisse cette situation servir aussi d'argument pour mobiliser les donateurs en faveur de la RDC le 13 avril prochain à Genève !

## Crise du Kasai : Dans l'attente de la conférence des donateurs



*Distribution des vivres aux retournés de la province du Kasai par COPROMOR et Christian Aid en mars 2017. ©OCHA/J. Mankamba*

Cela fait plusieurs mois que la région du Kasai connaît une situation humanitaire relativement stable. La région continue certes d'enregistrer des épisodes de violence mais les derniers pics de mouvements de populations – de plus de 400 000 personnes déplacées et 800 000 retournées – ont été enregistrés en mars 2017. Cette région a connu une détérioration du tissu humanitaire en début 2017, ramenant les besoins à 400 pourcent des projections du plan de réponse humanitaire national. Ce qui a poussé la communauté humanitaire à rédiger un [plan de réponse d'urgence](#) exclusif à la zone pour une valeur totale de 65 millions de dollar US.

Bien que n'ayant pas récolté le "succès" voulu, ce plan a connu un financement ayant débouché sur la mise en œuvre de plusieurs projets en faveur des personnes affectées. Ce plan de réponse d'urgence a servi de boussole pour le financement remis à travers les Fonds Humanitaires en RDC – agences des Nations Unies et ONG

– et le Fonds Central d’Aide d’Urgence (CERF) – exclusivement remis aux agences des Nations Unies – pour les projets d’assistance. Il sied aussi de noter que certaines organisations ont obtenu des financements de leurs bailleurs respectifs et les ont affectés à la crise du Kasai.

### **Théâtre majeur d’opérations humanitaire sous-financé**

Les villes de Tshikapa et Kananga sont les destinations principales des personnes déplacées. Quoiqu’abritant la plupart de déplacés, ces villes sont globalement calmes et sécurisées. Kananga sera désigné comme “hub” des opérations humanitaires. Le Programme Alimentaire Mondial, gestionnaire du service humanitaire de vol aérien (UNHAS), met sur pied un programme de vols intenses, une première pour la région, qui permet de relier les villes kasaiennes au reste du pays, notamment Kinshasa et Goma. Les organisations humanitaires s’y déploient, créant de nouveaux bureaux dans un contexte du taux de financement le plus faible de la décennie – tant avec les ressources propres qu’avec des financements reçus, pour apporter une réponse multisectorielle –.

*En effet, une grande partie des personnes qui s’étaient déplacées pour fuir les conflits dans la région à partir de fin 2016, ont commencé à rentrer massivement dans leurs localités d’origine dès le mois de juillet 2017, grâce à une amélioration du contexte sécuritaire.*

Au moment où le Kasai s’embrasait, le Tanganyika et le Sud Kivu faisaient aussi face à des besoins humanitaires croissants, entraînant, entre autres, la rédaction des plans de réponses adaptés aux contextes des zones concernées : Tanganyika, Sud-Kivu et la région du Kasai (incluant aussi les provinces du Kwilu et du Lualaba).

Selon ces [plans opérationnels](#) finalisés en décembre 2017, un montant total de 418 millions USD est nécessaire pour répondre aux besoins les plus urgents. La région du Kasai à elle seule, requiert un financement de 241,6 millions USD pour la réponse efficace, représentant environ 60% de la planification globale. Il est question, à travers ce plan opérationnel de mener des activités urgentes en faveur des personnes affectées afin de « vite » atténuer la situation humanitaire du pays.

Au 31 décembre 2017, contrairement aux attentes, la couverture financière dans la Région du Kasai est la moins bonne des trois zones, posant ainsi un obstacle majeur aux opérations humanitaires.

Le faible taux de financement a été emblématique de tout le pays, 2017 étant rentré dans les annales comme une des pires années en termes de financements humanitaires au cours de ces 10 dernières années. Le Kasai a aussi été symptomatique d’une situation à double sens : d’un côté faible financement, de l’autre côté expansion des besoins. En 2018, la communauté humanitaire a estimé qu’elle avait besoin de [1,68 milliard US pour répondre aux besoins dans le pays](#). Le 13 avril prochain, les Emirats arabes unis, le Royaume des Pays-Bas, OCHA et l’Union Européenne organisent la première conférence humanitaire des bailleurs afin de lever des fonds pour les millions de personnes dans le besoin.

### **Situation sécuritaire favorable à l’amélioration du score**

Aujourd’hui la quasi-totalité des zones ne présentent plus de contraintes sécuritaires en dehors de certaines poches qui bougent et la présence humanitaire s’est considérablement accrue (comparaison à la période Avril – août 2017). Les contraintes majeures sont actuellement l’accès physique et le manque de moyens financiers.

## Du rejet à la réintégration : parcours des femmes survivantes du viol au Sud-Kivu

Chance<sup>2</sup> a le regard fier. Un sourire se dessine sur ses lèvres lorsqu'elle explique que désormais, elle se promène dans les rues de son village sans que personne ne lui lance de regards sombres ou ne lui fasse de gestes désobligeants. Un changement radical dans la vie de la jeune femme de 25 ans, violée par des hommes en armes alors qu'elle allait chercher de la nourriture dans les hauts-plateaux de Kalehe, dans le nord de la province du Sud-Kivu.

Plus de 2 600 cas de violences sexuelles et basées sur le genre ont été rapportés au Sud-Kivu en 2016, dont près de 2 000 viols et plus de 100 agressions sexuelles, selon les données du groupe de travail qui se concentre sur cette thématique. Les données partielles pour 2017 font déjà état de plus de 1 300 cas rapportés dans la province. Au Sud-Kivu, secoué par des affrontements récurrents, les violences sexuelles liées aux conflits sont légion ; il existe aussi des cas imputés aux civils indépendamment d'un quelconque conflit.

Si Chance vit désormais des jours apaisés au sein de sa communauté c'est grâce au soutien psycho-médical qu'elle a reçu, tout d'abord auprès du relais communautaire de sa région. « Mes problèmes de santé, liés au viol, s'accroissaient et m'attiraient critiques et remontrances. Je ne me sentais pas bien, mais j'avais peur de parler au relais communautaire de ce qui m'était arrivée, elle m'a encouragée et proposé des solutions », relate la jeune femme.

Chance a ensuite été orientée vers l'ONG belge Mamas for Africa, basée à Bukavu et qui soutient les victimes de violences sexuelles et basées sur le genre, avant d'être admise à l'hôpital de Panzi pour une intervention chirurgicale qui a permis de réparer les blessures physiques dues au viol. Elle sort de l'hôpital en juillet 2017 après plus de deux mois de prise en charge. « Aujourd'hui, il est possible pour moi de penser à me marier et d'avoir des enfants. »

### « Peur d'être contaminés »

Lorsque les femmes survivantes de violences sexuelles sont rejetées, famille ou communauté invoquent souvent la peur "d'être contaminés". « Mon mari ne voulait plus avoir des relations sexuelles avec moi. Il me disait que j'allais lui transmettre des maladies. Nous dormions dans des lits séparés, la cohabitation était très difficile », témoigne Nzidire<sup>3</sup>, violée à deux reprises.

Dans ces cas-là, plus qu'un soutien psychologique, les relais communautaires peuvent également jouer le rôle de médiateurs pour aider à la réintégration des femmes survivantes de violences sexuelles dans leur foyer ou leur communauté. « En amont, nous effectuons des sensibilisations, dans les centres de santé, les églises ou à travers les radios communautaires. Tout d'abord pour inciter les femmes à dénoncer les cas de viols et ensuite inviter la communauté à bannir la stigmatisation et le rejet des victimes », décrit Muhindo Mukenge, de l'association Femme sous le palmier, basée dans le Territoire de Kabare.

Préalable à une médiation : l'accord de la victime. « Certaines refusent que le sujet soit abordé avec leur famille ou les membres de la communauté. Les choses sont, dans ce cas, très compliquées. Mais si elles acceptent, nous allons dans leur village ou leur foyer », poursuit la responsable de l'association basée à Kavumu et appuyée par Mamas for Africa.

*Les survivantes des violences sexuelles sont souvent stigmatisées. Tant leurs familles que leurs communautés les repoussent ; d'où une forte nécessité d'une forte sensibilisation. Mais ce secteur est peu financé.*

<sup>2</sup> Prénom d'emprunt

<sup>3</sup> Prénom d'emprunt



## Faire abstraction des critiques

Première explication donnée par les relais communautaires : la femme n'a pas été violée car elle le voulait, elle a subi cette atrocité. Vient ensuite l'explication des souffrances subies par cette dernière et les solutions proposés pour y remédier. Effectuer un test de dépistage des maladies sexuellement transmissibles, notamment le VIH/Sida, permet par exemple de rassurer le mari sur l'état de santé de son épouse, favorisant une réintégration de la femme.



*Plus qu'un accompagnement médical, Mamas for Africa offre un soutien psychologique aux victimes de violences sexuelles, comme ici au Centre de santé de Lushebere, en Territoire de Kalehe. ©OCHA/E. Sabbagh*

Dans les cas où la médiation est difficile, les relais communautaires peuvent également faire appel à des personnes influentes dans la communauté pour jouer les intermédiaires. Mais parfois, la tentative s'avère infructueuse. Quelle est l'alternative envisageable ? « Nous mettons en place des groupes de soutien dans les villages », explique Noëlla Tembela, infirmière et assistante psychosociale chez Mamas for Africa. « Les femmes peuvent se réunir et parler de leurs difficultés.

Elles s'entraident, partagent les expériences et apprennent petit à petit à faire abstraction des critiques qu'elles subissent de la part de leur communauté ».

Autre manière pour ces femmes blessées dans leur chair et leur âme de sortir la tête de l'eau : devenir indépendante économiquement. « Je me souviens du cas d'une femme où toutes les tentatives de médiation avaient échoué », explique Noëlla Tembela. « Dans le cadre d'un projet humanitaire, elle a reçu une truie. Grâce aux revenus qu'elle en a tirés, elle a réussi à s'acheter un champ et à subvenir à ses besoins vitaux de base. »

## Actions de sensibilisation pas assez financées

La dénonciation des cas de viols est une condition pour que les survivantes aient la possibilité de bénéficier d'un soutien approprié. Si la sensibilisation effectuée par les acteurs humanitaires contribue à libérer la parole des femmes, trop nombreuses sont encore celles qui n'osent pas en parler par peur d'être rejetées.

25 acteurs, en grande majorité des structures nationales, travaillent dans le domaine des violences sexuelles et basées sur le genre dans la province du Sud-Kivu. Ils interviennent dans le domaine médical, de la prise en charge psychosociale, de la réinsertion socio-économique, de l'accompagnement judiciaire ou de la prévention. « La sensibilisation joue un rôle clef pour tenter de faire changer les mentalités. Des actions sont menées, mais elles ne sont pas suffisantes. Le volet sensibilisation est généralement moins financé que celui de la prise en charge », conclut Déogratias Bahizire, chef de bureau du Fonds des Nations Unies pour la population à Bukavu.

## Pweto : Un an plus tard, la crise toujours perceptible

L'accalmie dans le Territoire de Pweto, Haut-Katanga n'a pas fait long feu : presque trois ans -de juin 2014 à février 2017- ont suffi pour que ce territoire de l'ancien « triangle de la mort<sup>4</sup> » soit à nouveau troublé. En décembre 2016, l'influence du conflit communautaire entre les Luba et les Twa s'est propagée et a atteint Pweto,

<sup>4</sup> Zone comprise entre les territoires de Manono, Mitwaba et Pweto sujette aux exactions et graves violations des droits de l'homme perpétrées par les Mayi Mayi Bakata Katanga, entre 2010 et 2013

avec l'arrivée d'environ 15 400 personnes en provenance de Kalemie, Manono et Nyunzu. Deux mois après, en février 2017, un conflit communautaire éclate, à Pweto et oppose les Twa aux Zela -l'un des principaux groupes ethniques.

### Des déplacements interminables

L'insécurité à Pweto a pris tout le monde de court : autant pour les déplacés venus de Tanganyika que pour les résidents de Pweto, tous ont été contraints à des multiples déplacements, parfois sur de longues distances. Les attaques les plus graves ont eu lieu en juillet 2017 : d'un côté, ce sont les affrontements entre les communautés locales Twa et Zela, de l'autre, ce sont les opérations de l'Armée congolaise contre les milices, ou encore les attaques de la milice Bantou connue sous l'appellation « Eléments » venue de la province voisine de Tanganyika.

Au 31 décembre 2017, tout le Territoire de Pweto abritait 131 000 personnes déplacées internes, d'après la Commission Mouvements de Population (CMP). De ce nombre, ce sont plus de 60 000 personnes qui se sont déplacées au courant de l'année 2017 contre environ 1 006 qui étaient encore en déplacement en 2016. Cette insécurité a aussi poussé environ 13 000 Congolais à traverser la frontière pour se réfugier en Zambie. De nombreux autres Congolais qui n'ont pas été recensés se trouvent éparpillés dans les villages zambiens, non loin de la frontière congolaise.

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) indique que près de 4 000 incidents de protection – meurtre, incendies des maisons, viols – ont été enregistrés à Pweto en 2017.

### Retour sur fond de précarité

En novembre 2017, les violences ont commencé à baisser d'intensité dans certaines entités du territoire entraînant le début du mouvement de retour. Encouragés par un calme précaire qui règne dans leurs villages d'origine, les ménages reviennent de la Zambie où les conditions de vie sont difficiles. La majorité de ces retournés vivent dans une situation d'extrême précarité.

Dans les villages où l'activité économique était plus diversifiée et où l'agriculture constituait le principal moyen de subsistance, les habitants ont du mal à s'adapter aux nouvelles conditions de vie : tout a été détruit et la nourriture manque. Ces personnes ont besoin non seulement d'avoir de la nourriture, mais aussi des biens ménagers essentiels et des kits agricoles pour cultiver à nouveau leurs terres restées en friche. Les résultats d'une enquête de sécurité alimentaire effectuée en décembre 2017 par le Programme alimentaire mondiale (PAM) et l'Institut national de la statistique (INS) démontrent que 29% de la population rurale de Pweto, estimée à plus de 547 000 personnes, sont en insécurité alimentaire sévère.

### Réponses en cours



Activités de chloration d'eau par l'ONG ACD, à Pweto.  
©OCHA/JL. Mbalivoto

activités se poursuivent jusqu'au mois de mai 2018.

Dans un contexte de besoins persistants, le Fonds humanitaire de la RDC a financé des organisations humanitaires à la hauteur de USD 4,1 millions, en novembre 2017, pour la mise en œuvre des projets en réponse aux besoins identifiés suite à la crise de Pweto. A ce jour, ces fonds ont déjà permis de fournir quelques 188 tonnes de nourriture à près de 6 000 personnes ; soigner environ 6 600 malades dont 1 190 enfants de moins de 5 ans et faciliter l'accès à l'eau potable à 15 000 personnes. Ces

Outre cela, le Programme alimentaire mondial (PAM) s'active aussi avec ses partenaires à acheminer, dans la limite du possible, des vivres aux personnes vulnérables. Ainsi, en 2017, environ 177 690 personnes ont reçu plus de 2 550 tonnes de vivres dans le cadre de l'assistance alimentaire d'urgence et le programme de nutrition. D'autres activités – insignifiantes par manque de ressources financières – sont aussi menées dans le secteur de la protection en faveur des enfants, des survivantes des violences sexuelles et dans le monitoring de protection.

### Des besoins persistants

Bien que la réponse se mette déjà en place, les besoins sont toujours énormes, tant parmi les déplacés retournés qu'au sein des populations autochtones. Les humanitaires souhaitent mobiliser encore plus de ressources, car des milliers d'autres personnes vulnérables n'ont toujours pas pu recevoir l'aide dont elles ont besoin. Dans le secteur des abris, par exemple, il faut commencer à réfléchir sur des abris transitionnels en faveur des retournés : leurs maisons avaient été incendiées lors des conflits et d'autres détruites par les intempéries. Dans ce territoire, des milliers d'enfants sont actuellement affamés, malades, déplacés et déscolarisés. Nombre d'entre eux risquent de mourir de malnutrition aigüe, si les moyens continuent à manquer.

Dans le domaine de la sécurité alimentaire, l'assistance aux ménages déplacés et retournés en intrants agricoles reste aussi très faible ; pourtant nécessaires pour relancer les activités d'autonomie à travers l'agriculture. Dans le secteur de l'éducation, près de 80% des enfants déplacés ne fréquentent pas l'école pour diverses raisons dont le manque de moyens financiers des parents appauvris par les effets de l'instabilité sécuritaire dans leur milieu d'origine et/ou le déplacement. En protection, les moyens mis à la disposition des acteurs humanitaires pour apporter un soutien aux survivantes des viols et la mobilisation autour de cette question ne sont pas proportionnels aux besoins. L'assistance aux femmes, victimes des violences sexuelles est souvent limitée et incomplète, et la nécessité de la protection de l'enfant -réintégration sociale - continue de se poser.

Ce contexte flou complique également la mise en place des activités humanitaires dans la zone notamment l'identification des personnes vulnérables dont le nombre augmente chaque semaine. Leur localisation pose également problème, à cause de mouvements pendulaires.

Un an après ce cycle de violence, les répercussions sont encore visibles à Pweto où des milliers de personnes ont été affectées ainsi que leurs moyens de subsistance entamés. Les humanitaires pensent que les besoins de Pweto ont été minimisés. D'où, la nécessité d'attirer l'attention qu'ils méritent. La pacification durable dont a besoin le Territoire de Pweto ne peut se faire qu'en investissant, dès aujourd'hui, dans les besoins humanitaires et de développement.

## Ni banc ni tableau : quand l'école et l'insécurité ne font pas bon ménage dans le Nord-Kivu

Dans le village de Tongo, dans le Territoire de Rutshuru, des centaines d'enfants ont la pelouse pour plancher et le ciel du Nord-Kivu pour plafond : Pas de banc pas de tableau. Selon l'organisation non gouvernementale congolaise Action pour le développement communautaire rural, ce terrain est un don de l'église locale pour encadrer 400 enfants, l'ONG n'a aucun moyen de construire des salles de classes. Ces enfants sont, soit des déplacés, soit des orphelins mais l'ONG ne fait plus la distinction entre enfants déplacés et orphelins, elle s'efforce de donner un sens de normalité et la possibilité d'un meilleur avenir. Mais, en l'absence de toute autre

*Les quelques personnes qui ont pu regagner leurs milieux d'origine font face à plusieurs défis de réinsertion. La plupart des cases ont été incendiées ; à ceci s'ajoutent des champs pillés et dévastés. L'agriculture serait une relance rapide de la vie. Malheureusement l'appui en intrants agricoles et semences se fait trop rare.*

assistance que celle de l'église voisine, la tâche s'avère ardue. Seules les cotisations des membres de l'associations, des mères bénévoles qui donnent une partie des produits de leurs champs, permettent à ADECOR de survivre.

### Dégradation des conditions du système scolaire

Le cas de Tongo n'est pas isolé. Faute de moyens financiers et de fournitures scolaires, la majorité des enfants en âge scolaire du groupement de Bambo, dans le Territoire de Rutshuru, ne vont pas à l'école : sur les presque 33 000 enfants en âge scolaire, seulement 5 500, soit environ 17%, sont inscrits.



Leçon en cours à l'école primaire de Mweso au Nord-Kivu  
©OCHA/T. Ripani

Depuis la rentrée scolaire 2017-2018, les écoles à l'ouest du Territoire de Rutshuru, qui avaient lancé un cri d'alarme face à l'arrivée en masse d'enfants déplacés, n'ont pas encore reçu d'assistance de façon significative.

« Alors qu'une réponse humanitaire a été fournie dans plusieurs territoires du Nord-Kivu, le Territoire de Rutshuru n'a pas encore bénéficié d'une allocation

substantielle pour répondre aux besoins en éducation pendant les deux dernières années. Seuls quelques acteurs locaux tentent de couvrir la zone avec quelques petites activités ponctuelles », rapporte le Cluster Education pour le Nord-Kivu.

L'éducation paie toujours un lourd tribut aux tensions communautaires, à l'instabilité causée par les groupes armés et aux opérations de l'armée congolaise. Les conditions du système scolaire au Nord-Kivu ne cessent de s'aggraver.

Dans les territoires de Beni et Lubero, la situation reste très inquiétante, malgré la réponse humanitaire qui y est apportée. Les spécialistes en éducation estiment à plus de 66 000 les élèves de ces deux territoires qui voient leur cursus scolaire perturbé depuis la rentrée scolaire.

Menaces, occupations, fermetures temporaires ou permanentes, ainsi que des dégâts plus ou moins graves comme, par exemple, la destruction des toitures des salles de classe sont autant d'effets des conflits sur les écoles. A ce jour, près de 220 écoles paient le prix du climat d'insécurité qui prévaut dans les territoires. Si 136 instituts scolaires ont déjà pu rouvrir leurs portes en décembre 2017, ils fonctionnent avec des effectifs très réduits et beaucoup de difficultés, tandis que 81 écoles restent toujours fermées, affectant plus de 29 000 élèves.

### Refuges des déplacées ou en déplacement elles-mêmes

La présence des déplacés dans les institutions scolaires a aussi un impact négatif sur la qualité de l'éducation. Dans le Territoire de Beni, les écoles sont les premiers bâtiments où se réfugient les déplacés lorsqu'ils n'ont pas d'endroit où s'abriter. C'est notamment le cas pour deux écoles primaires à Oicha, dans le nord de ce Territoire, qui abritent plus de 500 déplacés depuis avril 2017. Même si ces déplacés libèrent les locaux tôt le matin et attendent la fin des cours pour y revenir, le déroulement normal des cours est toujours perturbé lorsque la météo est capricieuse. En cas de pluie, par exemple, les déplacés sont obligés de regagner les salles de classes pour s'abriter, même si pendant les heures des cours.

S'il y a des écoles qui sont victimes des déplacés, d'autres sont obligés de quitter leurs classes et de fonctionner en délocalisation. Depuis septembre 2017, 8 écoles de la zone ont fui l'insécurité avec leurs 2 700 élèves. Même si elles ont tout perdu, elles continuent leurs cours comme elles peuvent.

*Si ce ne sont pas les élèves qui se déplacent en laissant leurs villages et écoles, ce sont les déplacés qui s'installent dans des écoles des villages de refuge. Les salles de classes sont des dortoirs et maisons d'habitations en dehors des heures de cours.*



D'août à novembre 2017, les structures scolaires de la zone de Kipese, dans le Territoire de Lubero, ont été en proie aux pillages, aux menaces et aux occupations de la part des groupes armés. L'école primaire de Kirikiri, par exemple, est toujours aux mains des groupes armés. Pupitres, tableaux, archives et autre matériel scolaire ont été soit volés soit utilisés comme bois de chauffage. Certaines salles de classe ont aussi été détruites au cours des combats. Comme Kirikiri, quatre autres écoles de la zone ont été occupées par les groupes armés. Trois sont à nouveau accessibles pour les civils, mais fortement endommagées. Elles ne peuvent être utilisées par les élèves sans réhabilitation.

Sur les 33 écoles affectées par ce phénomène, seulement 8 ont rouvert leurs portes vers début décembre 2017, mais avec de très faibles effectifs et autres difficultés. La zone est à la limite de devoir annoncer une année blanche à ses élèves.

### **Quid de l'avenir du Nord-Kivu avec une éducation de base perturbée ?**

Face aux horreurs des conflits, aux déplacements massifs et aux difficultés matérielles, les besoins pour tenter de garantir une éducation de qualité au Nord-Kivu sont grands. On estime que plus de 27 500 enfants dans les Territoire de Rutshuru et - malgré la réponse humanitaire en cours - environ 16 000 dans le Territoire de Lubero ont besoin urgemment d'une assistance scolaire.



*Enfants déplacés de Tongo avec des membres de l'ONG locale ADECOR ©OCHA/T. Ripani*